

Vers une nouvelle Société?

la société en réseaux

Par Manuel Castells

Entretien avec Sandrine Tolotti paru dans « Croissance, le monde en développement » septembre 1999

Les nouvelles technologies de l'information ont un impact non seulement sur l'économie mais sur l'ensemble de la société. Dans quelle mesure remettent-elles en cause les organisations actuelles que cela soit les entreprises, les banques centrales ou les États ? Quelle forme prend la contestation face à ces différentes transformations sociales ? Ce sont quelques-unes des questions auxquelles répond Manuel Castells dans cet entretien.

Sandrine Tolotti : *Vous venez de consacrer une somme de 1 500 pages à ce que vous appelez « L'ère de l'information ». Comment peut-on définir cette ère ?*

Manuel Castells : L'ère de l'information n'est rien d'autre que le mode de développement dans lequel nous entrons du fait de la révolution des nouvelles technologies de l'information : micro-électronique, informatique, télécommunications, ingénierie génétique. Il s'agit d'un événement historique au moins aussi capital que la révolution industrielle du XVIIIe siècle. L'activité économique et l'organisation sociale reposent désormais sur une nouvelle base matérielle et technique. L'ère industrielle était fondée sur l'introduction et l'utilisation de nouvelles sources d'énergie ; l'ère « informationnelle » repose sur la technologie de la production du savoir, du traitement de l'information et de la communication des symboles. Aujourd'hui, la valeur marchande de Yahoo est plus élevée que la valeur marchande de Boeing ! La principale source de productivité, c'est l'action du savoir sur le savoir lui-même, en boucle. Le traitement de l'information vise désormais à perfectionner la technologie du traitement de l'information. Le microprocesseur a rendu possible le micro-ordinateur ; les pros des télécommunications ont permis aux micro-ordinateurs de fonctionner en réseaux ; les applications de ces technologies à la construction électronique ont multiplié les conceptions et les techniques de fabrication

possibles dans la production de semi-conducteurs ; les nouveaux logiciels ont bénéficié du développement rapide du marché du micro-ordinateur, lequel a explosé à son tour grâce aux nouvelles applications et aux technologies conviviales élaborées en cascade par les auteurs de logiciels, etc. En clair, la diffusion de la technologie amplifie sans cesse le pouvoir de la technologie, à mesure que les usagers se l'approprient et la redéfinissent.

Quel est le rapport entre cette révolution technologique et la mondialisation de l'économie ? On a souvent tendance à confondre les deux phénomènes...

En effet, car cette révolution technologique est née et s'est diffusée durant une période de restructuration totale du capitalisme, qui se caractérise pêle-mêle par une gestion plus souple, la décentralisation des entreprises, une emprise considérable du capital, l'individualisation des relations de travail, le démantèlement de l'État-providence, l'accélération de la concurrence économique mondiale. Et cela n'a évidemment rien d'une coïncidence : la révolution de l'information a contribué de façon essentielle à ce bouleversement du système capitaliste. Avec la crise économique des années soixante-dix, les entreprises du monde entier réagissent au déclin de leur rentabilité en adoptant une multitude de stratégies nouvelles, au premier rang desquelles l'élargissement des marchés. La révolution de l'information joue alors un rôle majeur. Car pour conquérir de nouveaux marchés ou relier au niveau planétaire les secteurs rentables de chaque pays, le capital a besoin d'une extrême mobilité et les entreprises de capacités de communication très efficaces. Si l'économie peut aujourd'hui devenir véritablement globale, c'est grâce à l'infrastructure nouvelle fournie par les technologies de l'information.

Votre livre montre toutefois que l'ère de l'information n'inaugure pas seulement une nouvelle manière de créer de la richesse : elle chamboule, dites-vous, toute notre société...

Ce nouveau modèle de développement bouleverse en effet de fond en comble la structure sociale. Car il sonne le glas de toutes les organisations centralisées, hiérarchisées, parfaitement adaptées au capitalisme industriel mais dévaluées à l'ère du capitalisme « informationnel ». Prenons l'exemple des marchés financiers, dont la performance conditionne désormais la bonne santé des économies du monde entier : ces marchés fonctionnent en échangeant des informations en temps réel, répondant certes à une logique économique, mais aussi à une logique psychologique, réagissant aux événements politiques ou aux découvertes technologiques en fonction d'un certain nombre d'attentes et de craintes qui n'ont que peu de rapport avec la rationalité financière stricto sensu. Toutes ces informations qui se combinent et interagissent en temps réel créent des échanges de plus en plus rapides et d'une complexité croissante. Tout cela ne peut donc fonctionner qu'à l'aide de modèles mathématiques très avancés et grâce à des instruments informatiques extrêmement puissants qui permettent de gérer ces fonds à la minute près et à l'échelle planétaire.

Mais, dans un tel système, il ne peut y avoir de centre régulateur : aucun État, aucune banque Centrale, ni même aucun ensemble de banques centrales ou d'États, et encore moins un groupe financier quelconque, ne peuvent gouverner cette multiplicité de réseaux et d'échanges d'informations. En somme, il existe bien un capitalisme collectif, sans visage, composé de flux financiers gérés par des réseaux électroniques, mais il n'existe pas une classe capitaliste à l'échelle mondiale.

Et ce qui vaut pour les marchés financiers vaut d'une manière beaucoup plus générale : la disparition de toute centralité, qui représente à mes yeux le trait essentiel de la société de l'information, touche tous les domaines. De l'entreprise à la famille, de l'État aux médias, nous passons d'une société où toutes les institutions étaient centralisées à une société organisée en réseaux.

Au point de faire apparaître une nouvelle logique spatiale, autour d'une multitude de réseaux planétaires, connectés entre eux et plus ou moins déconnectés de leur environnement

immédiat. Urbains, industriels, financiers, criminels ou de recherche, les réseaux constituent la nouvelle morphologie de nos sociétés. En conséquence de quoi personne, aucun centre, aucune institution, aucune classe, ne domine plus. Certains peuvent posséder le pouvoir éphémère de programmer tel ou tel réseau à tel ou tel moment, mais une fois créée, ce réseau devient incontrôlable. Nul ne peut plus donner des ordres et espérer qu'ils seront exécutés. Nous ne sommes pas pour autant totalement impuissants : on peut naviguer, négocier, développer des stratégies, miser sur un projet. Mais personne ne contrôle le système. Non que le pouvoir ait disparu, mais il s'inscrit de plus en plus dans les codes culturels à travers lesquels les peuples et les institutions pensent les problèmes et prennent des décisions. Il devient en quelque sorte immatériel : la capacité d'imposer des décisions dépend de la capacité de présenter les problèmes et leur solution selon un code culturel qui favorise un comportement donné et donc un leadership politique donné. Par exemple, si les citoyens en venaient à considérer que la qualité de la vie passe par la protection de la nature, de nouveaux acteurs politiques apparaîtraient et, avec eux, de nouveaux choix politiques. À l'ère de l'information, les batailles pour le pouvoir sont d'abord des batailles culturelles. Il nous faut donc inventer de nouvelles façons d'agir, qui cherchent à influencer indirectement les processus bien davantage qu'à prendre des décisions. En somme, nous devons troquer une mentalité mécanique pour une mentalité plus biologique.

Mais même si le pouvoir est désormais décentralisé et mouvant, il semble néanmoins que la société en réseaux favorise l'émergence d'une nouvelle élite, ceux que vous appelez les « globopolitains »...

Incontestablement, nous assistons à la naissance d'une nouvelle élite, qui bénéficie du système à tous points de vue : elle a l'argent, le prestige, la créativité, l'information, la qualité de vie. Ceux-là possèdent une haute qualification, sont cosmopolites, utilisent avec aisance les nouvelles technologies, vivent davantage dans des flux (aériens, électroniques ou culturels) que dans des lieux ; bref, ils savent ajouter de la valeur dans l'économie de l'information et sont capables de programmer leur propre travail : ils sont les rois d'une économie dans laquelle la richesse est essentiellement le fruit de l'innovation.

Les autres, ce sont les perdants de la société en réseaux, dont vous montrez à quel point elle est excluante...

Telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, elle l'est en effet. Mais, en tant que tels, les réseaux n'ont pas d'âme. Ils accomplissent, implacablement, ce pour quoi ils sont conçus, éliminant tout ce qui peut y faire obstacle et incluant tout ce qui peut y contribuer, exactement comme des cellules vivantes. Mais ce sont bel et bien les acteurs sociaux et les institutions qui définissent les objectifs de ces réseaux, qui amplifient donc les tendances sociales et culturelles dominantes. Il n'y a donc pas une fatalité technique qui ferait de la société de l'information une société par nature excluante. Certes, cette tendance à l'inégalité et à la polarisation sociale tient à la dynamique même du capitalisme informationnel, mais elle n'est pas inexorable : elle peut être contrée par la politique.

Cela dit, dans l'état actuel des choses - une économie globale, interdépendante, gouvernée par la maximisation du profit économique individuel -, les réseaux écartent tout ce qui n'a pas de valeur productive ou de marché. Le capitalisme informationnel crée une profonde division entre ce qui a de la valeur et ce qui n'en a pas, qu'il s'agisse de personnes ou de régions ; il déconnecte les fonctions secondaires, les groupes sociaux subalternes et les territoires dévalorisés. Les non-éduqués, les habitants des territoires sous-développés, les pauvres, les mal-informés, les non-organisés sont tous laissés pour compte de la société en réseaux. D'autant plus que l'individualisation du travail abandonne chaque travailleur à lui-même et que la crise de l'État-nation et des institutions de l'ère industrielle mine toute capacité à corriger les déséquilibres nés de la dérégulation des marchés. Ce n'est pas un hasard si le dernier rapport du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) sur le développement humain souligne l'augmentation des inégalités et de l'exclusion sociale dans le monde.

Une nouvelle fracture Nord-Sud est-elle en train d'apparaître ?

Pas vraiment. Nous voyons plutôt se dessiner une nouvelle géographie de l'inégalité sociale, qui dépend de l'appartenance ou de la non-appartenance à un réseau. Certains, dans la logique du système, perdent toute raison d'être.

Or, cette dynamique inclusion/exclusion est mouvante, elle traverse l'ensemble des pays, quoique dans des proportions très diverses. A l'évidence, la quasi-totalité de l'Afrique noire est exclue par la logique de la nouvelle économie globale : la plupart des produits de base sont désormais inutiles et sous-payés, les marchés trop étroits, l'investissement trop risqué, la main-d'œuvre insuffisamment qualifiée, l'infrastructure des communications manifestement inadéquate, la politique trop aléatoire et les bureaucraties gouvernementales trop inefficaces et corrompues...

À l'inverse, la quasi-totalité de la Scandinavie est incluse. Et, d'une manière générale, les pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) se taillent la part du lion en matière de capacité technologique, de capital, de marchés et de production industrielle. En 1990, les pays du G7 disposaient de 90,5 % de l'industrie mondiale de haute technologie et de 80,4 % de la puissance informatique mondiale. Quant aux dépenses mondiales de R & D, tandis que l'Amérique du Nord en effectuait 42,8 % en 1990, l'Amérique latine et l'Afrique n'en totalisaient, ensemble, que moins de 1 %...

Cependant, tous les pays sont tachetés de zones incluses et de zones exclues des réseaux de l'économie globale. Le Nord et le Sud connaissent donc une telle diversification interne que ces catégories ne sont guère plus pertinentes. L'Inde est particulièrement spectaculaire à cet égard. Elle s'est lancée au début des années quatre-vingt-dix dans une politique d'internationalisation et de libéralisation de son économie qui s'est traduite par un véritable boom dans les régions d'Ahmedabad, Bombay, Bangalore et New Dehli. Mais la plupart des zones rurales et certaines villes comme Calcutta connaissent toujours la quasi-stagnation économique. De même, les économies les plus puissantes voient une partie de leur population dévaluée. 15 à 20 % des Américains sont en situation d'exclusion, avec très peu de chances de s'en sortir. En fait, nous assistons parallèlement au déchaînement des formidables forces productives de la révolution informationnelle et à la consolidation des trous noirs de la misère humaine dans l'économie globale, que ce soit au Burkina Faso, dans le Bronx du sud, au Chiapas ou à La Courneuve.

Quels sont dans ces conditions les rapports entre les gagnants et les perdants ? Les seconds vont-ils, au gré de notre progression dans l'ère de l'information, rattraper les premiers ? Vous semblez au contraire penser que la société en réseaux est structurellement inégalitaire...

En effet, du point de vue économique et politique, les gagnants n'ont désormais plus besoin des perdants. En plus, les perdants ont une faible capacité d'influence sur le système politique, qui de toute façon a une marge de manœuvre de plus en plus étroite. Il existe donc très peu d'opposition à la montée des inégalités. Les élites urbaines excluent de leur espace, dès qu'elles le peuvent, « les autres ». Ou bien elles quittent la ville quand elles ne peuvent pas la contrôler. D'une manière générale, la culture, l'éducation et les ressources financières limitent l'accès à la communication informatisée, et son impact culturel le plus net pourrait bien être de renforcer les réseaux sociaux culturellement dominants. Dans ces conditions, nous pourrions bien finir par vivre dans des univers parallèles dont les temps ne pourront se rencontrer.

Du coup, les grands mouvements d'opposition des perdants n'ont d'autre issue que de rompre radicalement avec la logique intrinsèque du système, en essayant de le prendre d'assaut de l'extérieur et en modifiant les valeurs qui sous-tendent les réseaux : ce sont les mouvements identitaires, religieux, nationalistes, ethniques. Les fondamentalismes chrétien, islamique, hindouiste sont les principaux mouvements d'opposition de la société en réseau. Tout se passe comme s'il y avait une sorte de processus de déconnexion réciproque : les informatiquement illettrés, les groupes de non-consommateurs, les territoires sous-équipés en moyens de communications cherchent à exclure ceux qui les ont exclus.

Pourtant, depuis la parution de votre livre aux États-Unis en 1996, on a le sentiment que ces mouvements identitaires sont plutôt sur le déclin. N'a-t-on pas surévalué l'importance de ces formes de contestation ?

Non, je ne crois pas à un déclin de ces mouvements. Au contraire. La secte chinoise Falun Gong est un mouvement identitaire, basé sur une vieille tradition chinoise (qi gong), reformulée en termes spiritualistes. Ce mouvement est

un symptôme majeur de l'opposition à la fois à la globalisation de la Chine et aux vestiges de l'étatisme communiste. Quant à l'islamisme, il connaît certes une crise de son expression directement politique, par exemple en Algérie ou en Iran. En revanche, il a obligé bon nombre d'États arabes à faire assaut de valeurs islamiques. Et l'identité musulmane est en plein développement en Asie : l'islamisme indonésien est la plus puissante force sociale du pays. De même, aux États-Unis l'expression politique fondamentaliste chrétienne est en déclin, car on ne peut pas gagner une majorité présidentielle avec l'affirmation explicite de telles valeurs ; mais le courant profond est encore extrêmement puissant. Il faut l'admettre : dans ce monde de changements déroutants et non maîtrisés, les individus se regroupent de préférence autour d'identités primaires : religieuses, ethniques, territoriales, nationales. Dans cet univers de flux planétaires de richesses, de pouvoir et d'images, la quête d'une identité, collective ou individuelle, devient la source première de signification sociale. Rien de bien étonnant en des temps que caractérisent la destruction générale des organisations, la perte de légitimité des institutions, le dépérissement des grands mouvements sociaux.

Cela dit, il n'y a aucune fatalité. Nous ne sommes pas contraints de choisir entre l'individualisme néo-libéral et le communautarisme fondamentaliste. Même si le sentier entre les deux est très étroit. Tout dépendra me semble-t-il de notre capacité de sortir d'une logique strictement économique, et d'intégrer production et redistribution dans un cadre plus large de transformation sociale.

Et cette entreprise de transformation sociale passe notamment, selon vous, par les mouvements écologistes et féministes, que vous présentez comme les principales forces de changement dans la société en réseaux...

J'observe en effet, à côté des mouvements régressifs dont nous venons de parler, des rassemblements bien plus novateurs qui aspirent à révolutionner de fond en comble les relations humaines : plutôt que de se barricader dans une logique du refus, ceux-là cherchent à transformer les rapports sociaux.

Il existe de ce point de vue à mes yeux trois mouvements essentiels, à la fois en raison de leur impact sur la société et de la radicalité de leur critique de l'ordre social.

Le premier est le mouvement écologiste, qui redéfinit le rapport entre culture et nature, et donc nos valeurs fondamentales comme espèce biologique. Il me semble, par exemple, que la manière dont les écologistes insistent sur le contrôle par la population de l'espace où elle vit, en affirmant la priorité de la vie locale sur l'utilisation d'un espace par des « intérêts extérieurs » - qu'il s'agisse de firmes qui veulent y déverser des déchets toxiques ou des aéroports qui décident d'étendre leurs pistes d'atterrissage - attaque de front l'un des leviers fondamentaux du nouveau système de pouvoir. Car au fond, il ne s'agit de rien d'autre que de refuser que les priorités abstraites d'intérêts techniques ou économiques puissent l'emporter sur les expériences, les usages, les personnes, bref le concret. De même, les mouvements écologistes proposent une conception alternative du temps, en exigeant la prise en compte de la lente évolution de notre espèce dans son environnement. Ce faisant, ils proposent véritablement une identité nouvelle, une culture de l'espèce humaine en tant que composante de la nature, qui réconcilie localisme et mondialisme. Et ils établissent des liens entre les luttes de terrain et les mobilisations à caractère symbolique, qui me paraissent potentiellement féconds de projets alternatifs qui pourraient bien prendre le relais des mouvements sociaux à bout de souffle que nous a légués l'ère industrielle et ranimer sous une forme nouvelle la vieille dialectique de l'oppression et de la résistance, de la Realpolitik et de l'utopie, du scepticisme et de l'espoir.

Le second est le mouvement anti-patriarcal, qui ébranle la famille traditionnelle comme instrument de domination masculine. Il s'agit essentiellement du féminisme, mais aussi du mouvement homosexuel, qui touche même une société aussi traditionnelle que Taiwan.

Le troisième mouvement est celui des droits de l'homme, qui redéfinit fondamentalement le rapport entre l'individu et l'État, et élabore une nouvelle loi naturelle qui prime sur celle des États. Ce dont témoigne l'affaire Pinochet, qui annonce, me semble-t-il la globalisation des droits humains.

Ces nouveaux mouvements sociaux sont-ils capables de régénérer la démocratie ?

Pour que ce soit possible, il faudra qu'une nouvelle forme de politique apparaisse. Car la démocratie, sous sa forme traditionnelle, est en crise puisqu'elle repose sur l'État-nation. Or, l'État est, à bien des égards, la principale victime

de la société en réseaux : cette organisation centralisée par excellence est en train de perdre le fondement même de son pouvoir, tant il est contourné par les flux mondiaux de capitaux, des biens, des services, des technologies, des communications et des informations ; la crise asiatique, qui est à mes yeux la crise du modèle de l'État développeur, me paraît symptomatique de cette perte d'efficacité de l'État.

De là à prédire une disparition pure et simple de l'État, il y a un pas à ne pas franchir. Car les États eux aussi s'adaptent aux règles de la nouvelle société, et se transforment. Nous assistons à la naissance de l'État-réseau, constitué d'États nationaux, régionaux, locaux, ainsi que d'associations d'États, comme l'Union européenne ou l'OTAN, et des institutions supranationales et internationales comme le FMI, la Banque mondiale, ou les Nations unies, etc.

Mais, quoi qu'il en soit, les mécanismes de représentation sont en porte-à-faux et ne parviennent pas à suivre cette mutation de l'État. Les citoyens sont encore des citoyens, mais ils ne savent plus très bien de quelle cité, ni à qui elle appartient. La solution pour l'État n'est donc pas la solution pour la démocratie. L'Europe est par exemple une réalité économique et institutionnelle, où la plupart des pouvoirs sont partagés, qu'il s'agisse de la monnaie, du commerce international, ou de plus en plus de la politique étrangère. Mais l'Europe n'est pas du tout une réalité démocratique. La représentation européenne est encore symbolique. La Commission est très impopulaire. Loin de résoudre la crise de la démocratie, l'État-réseau européen l'approfondit, puisqu'il accentue la distance entre le processus de décision, déjà bruxellois, et le processus de représentation, encore national.

L'enjeu est donc d'établir la représentation des citoyens à tous les niveaux de la société en réseaux. Et pour cela, Internet est un instrument essentiel, qui peut résoudre les problèmes pratiques posés par la complexité du système d'échange d'opinions et de décisions à l'ère de l'information. On peut imaginer par exemple que des consultations administratives ou politiques entre les instances européenne, française et alsacienne, ainsi qu'avec les ONG concernées, soient gérées par séances conjointes (en direct ou en différé) via Internet, chaque partenaire pouvant accéder à une base d'informations commune et les décisions pouvant être enregis-

trées et diffusées ainsi auprès des citoyens. De la même manière, l'importance croissante des pouvoirs locaux, de l'Europe à l'Amérique latine, me paraît porteuse de politiques démocratiques nouvelles. Et l'État-réseau permet d'articuler ces différents niveaux : local, régional, supranational. Peut-être y a-t-il là un espoir de démocratie vivante au XXI^e siècle.

Mais cette démocratie pourrait bien être athénienne : une élite relativement restreinte, habitant une poignée de pays et de villes, aurait accès à un prodigieux outil d'information et de participation politiques qui renforcerait très concrètement son intervention citoyenne, tandis que les masses sans instruction et « non connectées » se retrouveraient exclues de tout noyau démocratique comme les esclaves et les

Barbares à l'aube de la démocratie dans la Grèce antique. L'ère de l'information peut aussi bien être une ère d'exclusion sociale que de transformation sociale égalitaire ; tout dépend du modèle de développement que nos sociétés adopteront. La mise en place d'une solidarité nationale et internationale demande un modèle de développement basé sur des valeurs éthiques, écologiques, égalitaires (en commençant par la famille égalitaire), très différentes des valeurs marchandes et étatiques qui dominent encore nos sociétés. Nous souffrons d'une vieille culture branchée sur une extraordinaire révolution technologique et organisationnelle. Mais ce changement de modèle ne peut pas venir d'un État et d'un système politique vieillissants et peu puissants.